



Angles d'Attac

association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens et citoyennes.
Bulletin d'information en français d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org
Numéro 28 - MARS 2006

>>> SOMMAIRE >>>

- Conflit de la Boillat - p1+2
- Lettre de soutien de Attac - p3
- La stratégie Hellweg - p4+5
- Forum Social Mondial à Caracas - p6+7
- Forum social mondial de Bamako - p.8+9
- Appel des mouvements sociaux - p10+11
- Appel de Bamako - p11+12
- Agendas - p2+4+6
- Impressum - p6
- Publication sur les services publics - p8
- Double référendum Letr et Lasi - p10

>>> Editorial: Conflit La Boillat à Reconvilier : une lutte exemplaire!

Plusieurs éléments rendent la grève de Reconvilier extraordinaire. Il y a d'abord sa **durée** exceptionnelle, environ un mois à ce jour, ce qui, sauf erreur, est du jamais vu dans ce pays régi depuis des décennies par la paix du travail.

du travail est rompue, ce n'est certainement pas la faute des employé-e-s et syndicats, mais bien d'une direction exclusivement orientée sur une compréhension boursière et financière de l'économie : une entreprise doit rapporter à ses actionnaires, Punkt Schluss.

Un autre aspect à considérer est l'incroyable **arrogance de la direction** et le mépris qu'elle manifeste pour les syndicats, les employé-e-s et leurs familles, ainsi que pour toute la région. Chaque fois que Martin Hellweg ou Friedrich Sauerländer ouvrent la bouche, c'est pour annoncer de nouvelles mesures prises unilatéralement sanctionnant toutes celles et ceux qui expriment leurs réticences : licenciements de dizaines d'ouvrier-ère-s sans respecter aucune procédure de consultation, licenciements des cadres et plainte pénale contre la secrétaire d'Unia au moment où des négociations semblaient s'ouvrir, recours à la justice pour exiger l'interdiction aux ouvrier-ère-s de rester sur leur lieu de travail, et on en passe. Si la paix

Les aspects industriels et sociaux ne sont pas pris en considération. Les gens de la Boillat fabriquent des produits uniques et font vivre des milliers de personnes dans une vallée qui ne compte que 10'000 habitant-e-s environ. Mais comme le résumait cyniquement M. Hellweg dans une interview, "La définition de la stratégie du groupe est de la responsabilité du conseil d'administration et ne peut faire l'objet de négociations avec les commissions du personnel, les syndicats et les politiciens". Hellweg et sa clique représentent dans toute son horreur le capital financier en passe de remplacer le capitalisme traditionnel qui, avec parfois des aspects paternalistes ou caritatifs, se souciait au moins de garantir la stabilité d'une ré-

>>>



>>> AGENDA >>>

> National >

4 MARS, 13H00 :

Coordination Nationale, Totem, rue de Loèche 6, Sion

4 MARS, 10H00 :

Réunion Services Publics, Totem, rue de Loèche 6, Sion

4 MARS, 10H00 :

Réunion Université d'été, Totem, rue de Loèche 6, Sion

8 MARS :

Journée Internationale des Femmes

18 MARS, 13H30 :

Manifestation contre la guerre en Irak et l'occupation, Place Neuve, Genève

DU 10 AU 18 MARS :

4e édition du Festival International du Film sur les Droits Humains (FIFDH), Genève (plus d'informations sur www.fifdh.ch).

> Vaud >

MARDI 7 MARS, 20H :

Café citoyen sur le thème «femmes et mondialisation», à l'occasion de la journée mondiale des femmes du 8 mars. Petite Auberge, Rue du Petit-Rocher, Chauderon, Lausanne

SAMEDI 11 MARS, 10-15H :

stand attac à la place St-Laurent, Lausanne

LUNDI 13 MARS, 20H :

Groupe de travail Service public-AGCS. Local d'attac vaud, librairie Basta, Petit-Rocher 4, Lausanne Chauderon.

MARDI 28 MARS, 20H :

Groupe de travail Mondialisation et Multinationales. Pôle Sud, Av. J.-J Mercier 2, Flon, Lausanne

MERCREDI 29 MARS, 20H :

«Privatisation d'une société : un jeu dangereux». Spectacle de clowns, Lausanne (lieu à définir)

MARDI 4 AVRIL, 20H :

Rencontre mensuelle. Pôle Sud, Av. J.-J Mercier 2, Flon, Lausanne

>>>

gion - même si c'était au final pour garantir la stabilité de ses profits ! Certains y verront peut-être une simplification hâtive, mais ce qui se passe à Reconvilier ne semble être rien d'autre qu'un des effets de la mondialisation, de l'ouverture des frontières tant pour les produits industriels que pour les transports et la finance. Comment interpréter autrement le rachat de Busch-Jaeger en Allemagne, alors que tout est à disposition sur place ?

Une autre élément remarquable est le **soutien régional et populaire** que récoltent les grévistes : le cafetier qui baisse les prix, le boulanger qui produit des petits pains spéciaux, le fleuriste qui se met à disposition pour remédier à l'interruption des communications dans l'usine. Tous ces actes de solidarité se répètent des centaines de fois, de Bienne à Delémont, mais aussi dans la Suisse entière. Il n'y a qu'à lire les commentaires déposés sur le blog qui est devenu une plaque tournante d'échanges d'idées autour de la grève. Alors que le canton de Berne est en pleine campagne électorale, il n'y a pas une assemblée, pas un conseil communal qui se réunisse sans voter un don au fond de grève de façon quasi unanime. Et pour celles et ceux qui étaient tout de même un peu réticent-e-s à verser de l'argent sur un compte géré par les syndicats, la commune de Reconvilier, dirigée par un maire radical, en a ouvert un deuxième. Des entreprises clientes de la Boillat prennent parti pour les grévistes. C'est un

véritable village d'Astérix qui se construit ; il ne manque plus que la potion magique - et c'est bien là que le bât blesse.

Le cadre juridique suisse est bien pauvre pour défendre les droits des grévistes. Il y a par exemple une totale liberté pour un employeur de licencier, avec éventuellement certains préavis à respecter dans le cadre des conventions collectives (ce que d'ailleurs n'a pas fait M. Hellweg !). Et, comme on pouvait s'y attendre, les premières décisions judiciaires confirment que le laiton entreposé à Reconvilier appartient aux actionnaires et non pas aux personnes qui l'ont fabriqué, d'où l'interdiction faite aux ouvrière-s d'empêcher son déplacement. Pour oser une comparaison en ces temps de Jeux Olympiques, c'est comme si on décidait de décerner les médailles aux sponsors plutôt qu'aux athlètes. D'autres part, les syndicats sont bien peu armés pour répondre à un conflit qui met en évidence les limites de la politique de la paix du travail. Un des enseignements de cette grève sera certainement de réfléchir sérieusement à l'avenir à une révision du droit du travail et du droit des Sociétés Anonymes ; c'est un combat politique qu'il faudra engager !

Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'en sommes pas encore là, et ce qui compte le plus aujourd'hui, c'est la solidarité. Nous ne pouvons que manifester notre entier soutien au personnel de la Boillat et à tous ceux et celles qui sont impliqué-es dans cette lutte. Attac sera toujours à leurs côtés, dans la mesure de ses capacités.

Nous invitons chacun et chacune à manifester sa solidarité en participant aux actions à venir et aussi par le biais du fonds de grève d'Unia, CCP 25-15205-0, mention Boillat ou sur le compte ouvert par la commune de Reconvilier: Banque BCBe Municipalité de Reconvilier CC 20 258.216.1.64 Le CCP de la banque est le 30-106-9

Au moment de mettre sous presse nous apprenons que la grève est suspendue. Le rôle joué par les représentants de Unia paraît extrêmement douteux et certains ouvriers ont le sentiment d'avoir été abandonnés. La suspension de la grève signifie pour le moment que des négociations vont enfin commencer et nous allons certainement encore beaucoup parler de la Boillat.

>>> Pour un monde où les personnes priment sur l'économie !

Message de soutien d'ATTAC JURA, Bienne et d'ATTAC Suisse aux ouvriers-ères

Chères et chers ouvriers et ouvrières de la Boillat,

le samedi 21 janvier, ATTAC ainsi que d'autres mouvements altermondialistes organisaient une manifestation anti-WEF à Reconvilier, en lien avec la problématique actuelle de l'entreprise victime d'une tentative maladroite de délocalisation de la part de sa direction. L'évolution de la situation et l'entêtement de la direction a poussé les sections d'ATTAC Jura et Bienne à s'associer pour témoigner leur soutien inconditionnel au mouvement de grève engagé.

Par leur mépris du personnel de la Boillat, ces "grands" patrons se moquent de manière effrontée de la cheville ouvrière de l'économie de toute une région. Il est des portes-monnaie plus garnis que d'autres : financièrement ce Mr Hellweg vous dépasse, mais pour ce qui est du porte-feuille

des compétences, les vôtres sont bien plus riches, tant en matière de savoir-faire que de savoir-être. Cette direction dit qu'elle est en manque de matière, celle qui lui fait le plus cruellement défaut, c'est malheureusement la grise, nous espérons avec vous qu'elle pourra s'en procurer au plus vite.

Après différentes manipulations, tentatives de démantèlement et le non-respect du protocole d'accords de 2004, la direction ose encore vous demander de lui refaire confiance et de la respecter, et tente de vous faire porter le chapeau de la crise, ce qui est vraiment choquant.

La présence populaire lors de la manifestation de soutien de mercredi passé (environ 5000 personnes) était impressionnante ; le soutien des politiques de la région l'est aussi. Les différents discours vont tous dans le même sens, et soutiennent le mouvement de grève des ouvriers, ce qui est réjouissant, mais pas étonnant : dans le fond, de plus en plus de gens subissent les effets néfastes de la mondialisation, de l'argent-roi et de la politique du fric à tout prix.

Il devient de plus en plus urgent d'agir contre ces décideur-euse-s, ATTAC continue sa lutte et vous encourage dans la vôtre, qui est aussi la sienne depuis de nombreuses années. Délocalisations, privatisations, copinages, politiques avec des mandats dans les grandes entreprises, ces phénomènes qui occasionnent des dégâts innombrables dans le monde entier sont à combattre avec vigueur.

Nous pensons donc bien à vous, ouvrier-ère-s de la Boillat. Vous êtes des exemples à suivre pour bien des gens qui subissent en Suisse et dans le monde des pressions de patrons toujours plus avides d'argent. Faire du bénéfice ne suffit plus : il faut maintenant en faire un maximum, même si au passage il faut écraser, compresser, tordre, spolier les travailleur-euse-s.

Il est un capital, un héritage de vos parents, qui eux-mêmes le détiennent des leurs, un héritage de savoir-faire, une culture d'entreprise qui vous appartient. En plus de 150 ans, la Boillat a su se tenir debout ; si elle devait mourir, vous avez décidé qu'elle le

fera debout. Le combat que vous menez est juste, loyal et droit, et vous le faites avec une dignité exemplaire. Les murs qui vous entourent sont juridiquement ceux d'un autre qui veut vous tordre, mais leur âme vous appartient et c'est vous et vos aïeux qui ont fait de la Boillat ce qu'elle est aujourd'hui. Mr Hellweg ne l'a pas compris. Il devrait venir vous voir, discuter, sentir l'ambiance du mouvement, mais la direction de proximité ne semble pas l'intéresser. Il semble préférer se délecter dans les salons zurichois huppés. Nous ne pouvons que lui conseiller de venir déguster une bonne tranche de gâteau à la crème de la Foire de Chindon, cela l'aidera à comprendre que l'argent ne fait pas tout, que la solidarité et la dynamique de groupe autour d'un projet commun sont des valeurs fortes. A trop réfléchir en termes de dividendes, il va se retrouver fauché, ruiné par sa connerie. Sa fameuse phrase parue dans le temps du 3 février 2006 « Au final, les chiffres sont déterminants » parle d'elle-même des valeurs qu'il cherche à véhiculer.

Continuons toutes et tous ensemble cette lutte, en dénonçant les injustices sociales, et pour nous, les « externes » qui sommes concernés de près ou de loin dans cette affaire, en soutenant le fond de grève de la Boillat et par notre présence aux différentes manifestations organisées.

ATTAC Jura, Bienne et Suisse vous soutiennent et suivent avec attention l'évolution de la situation. Nos membres demeurent à disposition de vos différentes actions, sont très vigilant-e-s quant à d'éventuelles tentatives d'issues policières, soutiennent le fond de grève et participent aux différentes manifestations organisées.

C'est bien la moindre des choses !

Bienne, le 10 février 2006



>>> AGENDA >>>

> Valais >

1ER MARS, 19H :

Soupe d'attac

15 MARS, 19H :

Comité - coordination cantonale

22 MARS, 19H :

Secrétariat collectif // souper comité

Les réunions ont lieu au Totem, rue de Loèche 6, Sion.

> Fribourg >

13 MARS, 19H00 :

Rencontre mensuelle, Buffet de la gare, Fribourg

Nos rencontres auront dorénavant toujours lieu le 2ème lundi du mois à 19h00

DU 12 AU 19 MARS :

festival international de films de Fribourg,
(programme sur : www.fiff.ch)

> Jura >

20 MARS, 19H15 :

prochain comité, Hôtel de la gare, Moutier

Chacun-e est bienvenu-e !

12 MAI :

AG d'attac Jura (plus de précisions sur l'heure, le lieu, l'ordre du jour et les thèmes suivront)

> Bienne >

LUNDI 6 MARS :

19h: réunion du comité

20h: café-débat public consacré aux expériences de la grève de la Boillat: "**Entre légalité et légitimité**", avec la participation **François Contini**, avocat-conseil de unia.

Rest. Eintracht, rue du Marché-Neuf 52

>>> La stratégie financière

La stratégie mise en oeuvre par Swissmetal est caractéristique des opérations financières qui se font au détriment de groupes industriels. Voici comment cela fonctionne :

Tout d'abord, il s'agit de repérer des entreprises qui ont un important savoir-faire, peu importe dans quel domaine. Ensuite, il faut analyser leur situation (carnet de commandes bien rempli, capacités d'innovation, besoins de développement). Si en raison de difficultés passagères ou d'importants investissements, l'entreprise manque de liquidités, le requin de la finance entre en jeu. Il injecte de l'argent frais, exproprie au passage les anciens actionnaires, et prend le contrôle de l'entreprise. Il commence alors sa stratégie qui consiste à diminuer les coûts de production, quitte à diminuer aussi la qualité des produits. Les marges augmentent, les bénéfices attirent d'autres investisseur-euse-s, le cours à la bourse monte. On délocalise et au

besoin (et il y a souvent besoin !), on licencie pour accélérer le processus. On se retire des secteurs peu rentables et on redélocalise ce qu'il est possible de produire dans des pays avec une main-d'oeuvre meilleur marché (par exemple l'Inde pour la métallurgie). La qualité baisse, certains client-e-s se plaignent, des ouvrier-ère-s sont au chômage, mais les investisseur-euse-s sont content-e-s. Le requin peut finalement revendre ses parts et faire des profits extraordinaires grâce à l'augmentation du cours boursier.

C'est cette stratégie que Martin Hellweg a tenté d'appliquer à la lettre à Swissmetal. Mais il n'avait pas prévu un problème : les ouvriers de la Boillat se sont mis en grève, ce qui pourrait inquiéter les investisseur-euse-s. Alors il a modifié sa planification selon la logique suivante :

D'abord, la direction reporte sur la grève l'entière responsabilité de la mise en péril et des malheurs



de l'entreprise. Par différentes stratégies, on tente ensuite de saper le moral des grévistes, ou de les distraire avec un médiateur en sachant que le droit suisse avantage le financier. La grève sert de prétexte pour liquider l'entreprise, voire pour la mettre en faillite et permettre à un prête-nom, souvent un illustre inconnu venu de loin, de racheter le bateau à moitié coulé pour une bouchée de pain. Ce rachat permet alors d'imposer un plan social et une délocalisation accélérée à des conditions inimaginables dans une situation de continuité de fonctionnement. Après quelques temps, les actionnaires récupèrent leurs investissements avec de beaux bénéfices, car rien ne rapporte plus que la délocalisation et la production à moindre coût d'un produit de haute technologie industrielle indispensable au développement de nouvelles technologies.

Dans un cas comme dans l'autre, Hellweg et ses sbires cherchent donc à agir dans leur intérêt ; le reste n'est que du grand théâtre guignol, savamment orchestré par le chef. Intelligent, froid et sans cœur, Mister Hellweg a toutes les qualités de ce qu'on appelle aujourd'hui "un grand financier". Ceux qui le prennent pour un imbécile risquent de ne pas voir qu'il y a une logique derrière son action.

Quelles alternatives ?

La grève est un excellent moyen pour mettre en évidence les problèmes. Se taire reviendrait à accepter un démantèlement à petit feu. Voici quelques idées pour continuer le combat :

1) Les syndicats suisses approfondissent les contacts avec les syndicats allemands et les ouvriers fraîchement rachetés pour plus de solidarité internationale.

2) Les différents mouvements altermondialistes (Attac Suisse et Allemagne par exemple) sou-



tiennent la grève de La Boillat par différentes actions au service des ouvrier-ère-s.

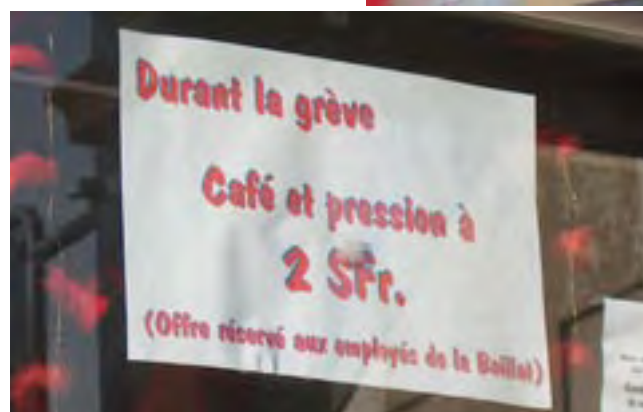
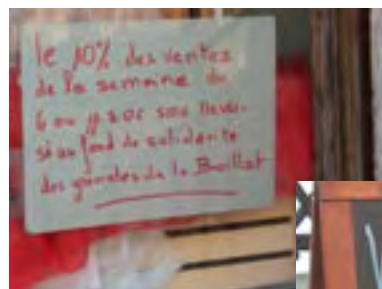
3) Faire un important travail d'explication pour que les gens saisissent la situation dans son ensemble.

4) En cas de durcissement du conflit, regrouper un maximum de forces citoyennes en Allemagne et en Suisse, dans l'optique de faire un blocus total de toutes les activités de Swissmetal afin que les investisseurs retirent leur confiance à cette direction.

La Boillat doit pouvoir produire seule son produit, continuer de développer et rechercher sans cesse de nouveaux produits comme elle l'a fait jusqu'à présent, en s'appuyant sur une direction compétente et un réel dialogue avec les ouvrier-ère-s.

Si cette bataille semble bien mal

emmanchée, elle n'en est pas perdue pour autant. Continuons donc ce combat ! Il sera temps ensuite de réfléchir à des solutions pouvant empêcher ce genre de choses de se reproduire, en engageant par exemple un combat au niveau national pour modifier la loi sur le travail, afin d'assurer aux travailleuses et travailleurs un véritable droit de regard sur leur outil de travail !



>>> AGENDA >>>

> Genève >

MERCREDI 1ER MARS, 20H00

Maison des Associations (salle à confirmer)

Soirée de discussion avec des participant-e-s au Forum Social Mondial de Caracas (Venezuela)

Organisation: attac Genève, Syndicat des Services Publics

Soutien: Plateforme Anti-Alca, Comité bolivarien de Suisse

LUNDI 6 MARS, 19H:

Café Alegre, Maison des Associations, rue des Savoises 15

Projection du film

«L'EMPLOI DU TEMPS»,

de Carole Poliquin, d'une durée de 57 min., réalisé en 2000. Il est présenté comme suit : «Au tournant du 21ème siècle, l'humanité s'enfonçait dans une crise profonde, une crise morale, sociale et économique, qui annonçait la fin du monde. C'est le travail qui a servi de révélateur au malaise. Faut-il rappeler que nos ancêtres de l'époque tiraient encore l'essentiel de leur subsistance d'un emploi, c'est-à-dire qu'ils vendaient leur temps à des entreprises en échange d'un salaire. Cet emploi les occupait parfois plus de quarante heures par semaine...

On a peine à imaginer aujourd'hui le pouvoir que cette dépendance économique des travailleurs donnait aux entreprises. Elle leur donnait en fait le contrôle du temps.»

Ainsi débute «L'emploi du temps». A travers la lognette d'un observateur du futur, ce documentaire pose un regard sur le travail en l'an 2000 et questionne le sens du progrès.

>>> IMPRESSUM >>>

Edité par Attac Suisse, paraît 9x par année

Destiné aux membres et aux abonnés.

Impression et mise en page : Deltagraph Bienne

Tirage 2'300 exemplaires

ABONNEMENT (POUR NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Ounsi El Daïf, Geneviève Hentsch, Virginie Laurella, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Arnaud Janin, Michel Schroeder, Frédéric Charpié, Alessandro Pelizzari, Gaétan Morel.

PROCHAINE PARUTION FIN MARS

>> Le Forum Social Mondial une caisse de résonance de

S'il n'est jamais aisé de décrire un Forum Social Mondial (FSM) dans toute sa diversité sociale et politique, il l'est encore moins cette année. La formule « polycentrique » de 2006 qui l'a réparti sur trois continents rend quasi impossible tout exercice de synthèse. En effet, fort différentes ont été ou seront les expériences africaines (cf. article ci-contre) de celles d'Amérique latine ou encore des réalités en Asie (avec la clôture du FSM 2006 ce printemps à Karachi). Un rapport du FSM, même s'il se cantonne à n'évaluer que la partie qui s'est déroulée à Caracas (Venezuela), est donc forcément teinté de la lecture personnelle du rapporteur face à un programme qui contenait plus de 2'000 séminaires et réunions de mobilisation, organisés par 2'500 organisations et suivis par 80'000 délégués du monde entier.

Face à cette effervescence, un premier constat : loin d'être « à bout du souffle », comme l'ont précocement écrit la plupart des médias occidentaux mal informés, le mouvement altermondialiste continue à trouver dans le FSM son lieu central. Il est à la fois un espace de recherche d'une identité politique commune, une université populaire gigantesque et un forum d'organisation concrète de campagnes. Impossible de rentrer chez soi après un tel événement, sans ressentir le besoin de reverser cette énorme énergie qui s'y est dégagée dans sa propre activité militante quotidienne.

Ceci dit, après six ans d'existence, le FSM est forcément aussi traversé par des questions qui divisent ses participant-e-s. Des questions qui concernent de manière centrale la nature même du forum et qui se posent de manière d'autant plus soutenue que l'année 2005 avait été marquée tant par des victoires du mouvement altermondialiste (p.ex. les blocages de l'Accord de libre commerce des Amériques et du processus



de ratification du Traité constitutionnel en Europe) que par des défaites (p.ex. l'accord ministériel de l'OMC à Hong Kong). Ainsi, le forum doit-il rester en première ligne un lieu d'échange d'expériences ou doit-il devenir un acteur politique à part entière, capable de construire, à l'échelle internationale et régionale, des résistances populaires ? En quoi consiste le socle commun des revendications : est-ce l'horizon d'un capitalisme régulé ou le renouvellement d'une critique anti-capitaliste radicale ? Et finalement, quelle relation le FSM doit-il entretenir avec le cadre politico-institutionnel qui en assure l'infrastructure (comme l'avait abondamment montré l'omniprésence du Parti des Travailleurs du président brésilien Lula lors des précédentes éditions à Porto Alegre) ?

Les forums de Bamako et de Caracas ont donné, à leur manière, des premières réponses divergentes à ces questions. En Afrique, une poignée d'intellectuel-le-s, principalement occidentaux-ales (dont François Houtard et Ignacio Ramonet), ont pris l'initiative de lancer un « Appel de Bamako », une sorte de « programme politique altermondialiste » visant à « promouvoir des alternatives capables de mobiliser des forces sociales et politiques » (voir ci-dessous). Présentée à l'occasion de l'anniversaire des cinquante ans de « l'Appel de Bandung » qui vit la naissance du Tiers Monde comme acteur politique sur la scène internationale, cette démarche consiste de fait à proposer un front uni entre les mouvements sociaux et les pays du Sud contre le néolibéralisme et l'impérialisme.

al de Caracas :

s luttes en Amérique latine

Face à cette démarche « d'en haut », le forum de Caracas s'est distingué par une forte dynamique venue « d'en bas ». En effet, les forums sociaux fonctionnent comme des énormes caisses de résonance du monde qui les entoure, et le mouvement altermondialiste présent au Venezuela n'a pas pu éviter de se mouiller dans la réalité d'un continent en pleine ébullition sociale. Ainsi, le jour d'ouverture coïncidait avec l'investiture présidentielle fortement médiatisée du syndicaliste bolivien Evo Morales, un militant qui était lui-même jusqu'à peu un participant des forums. Mais surtout, le FSM se déroulait dans le pays de la « révolution bolivarienne » et du « socialisme du XXI siècle » proclamé par le président Chavez. Et si, à la différence de l'opposition anti-chaviste qui n'a pas hésité à mettre des gros moyens dans une campagne de propagande mensongère contre les militant-e-s altermondialistes présent-e-s à Caracas, les « chavistes » ont soigneusement évité toute récupération du FSM, la dynamique et les contradictions du processus révolutionnaire en cours ont fortement imprégné les discussions qui se tenaient à l'intérieur du forum.

Ainsi, jamais il n'aura été tant discuté de « socialisme » dans un forum social que dans son édition vénézuélienne. Un « socialisme » qui devait, comme l'expliquait Chavez dans

son discours adressé aux participant-e-s du forum, prendre à la fois en compte les échecs du siècle dernier (y compris celui de l'expérience cubaine) et les influences nouvelles, telles que les luttes indigènes en Amérique latine. Un « socialisme » dont l'horizon est la démocratisation radicale des sphères de décision sociales, politiques et économiques et dont la mise en œuvre, difficile et contradictoire, se déroulait devant les yeux des délégué-e-s : dans les programmes de réforme agraire ou de construction de logements, dans les « missions » pour l'accès à la santé ou à l'éducation des couches les plus défavorisées, dans la mise en place de coopératives de production ou l'occupation d'usines par les travailleur-euse-s. Mais aussi dans l'auto-organisation des classes populaires qui, après avoir libéré « leur président » après le coup d'état de 2002, se trouvent aujourd'hui dans un processus où foisonnent des expériences syndicales, associatives et politiques nouvelles.

Influencés par cette dynamique, les mouvements sociaux présents à Caracas ont produit un document

qui insiste sur la nécessité de construire des forts mouvements populaires d'opposition à l'impérialisme. Mais aussi un document dans lequel est affirmée la volonté de maintenir une « autonomie politique et programmatique » face aux gouvernements dits progressistes et de continuer à « exercer une pression contre toute adaptation de ces gouvernements au modèle néolibéral » (voir ci-dessous). Car loin de succomber à une vision romantique du processus révolutionnaire en cours au Venezuela, l'analyse de ses contradictions était également à l'ordre du jour du forum. Ainsi, il était difficile de ne pas voir les risques inhérents à la forte tendance paternaliste du président Chavez, entouré par un bon nombre de cadres du Parti communiste cubain. Ou de ne pas rester critique face à la vision d'une intégration économique continentale basée essentiellement sur la richesse pétrolière du Venezuela.

V é n é z u e -
C o m m e

l'analysait par ailleurs la sociologue vénézuélienne Margarita Lopez-Maya, membre du comité d'organisation du forum, le « socialisme » dont parle Chavez se révèle être en partie un « capitalisme d'état rénové ».

Mais surtout, cette affirmation d'autonomie s'est imposée de manière urgente à la lumière de la politique commerciale que le gouvernement de Lula a défendu au sein de l'OMC fin 2005. En représentant exclusivement les intérêts de l'industrie agro-alimentaire brésilienne, le Brésil a en effet rendu possible un accord à Hong Kong, catastrophique pour les pays du Sud. Ainsi, la leçon de Caracas est la suivante : aucun gouvernement, aussi « ami » soit-il, ne peut compter sur une carte blanche pour être « compagnon de route » des mouvements sociaux. Au mieux, comme c'est le cas au Venezuela ou en Bolivie, peut s'ouvrir un processus d'articulation entre des politiques progressistes et l'auto-organisation des salarié-e-s et citoyen-ne-s visant à la construction d'un réel pouvoir populaire et démocratique.

Alessandro Pelizzari, de retour de Caracas



UN LIVRE EN ALLEMAND SUR L'ÉTAT
DES SERVICES PUBLICS EN SUISSE

La nouvelle publication de la collection d'attac suisse ATTAC Texte est enfin disponible. Le comité de rédaction cherche activement un éditeur romand afin de faire publier ce troisième livre de la collection en français. Rédigé par un collectif de spécialistes dont plusieurs membres d'attac suisse et coordonné par le comité de rédaction, ce livre est disponible en allemand sur demande ou sur notre site internet www.suisse.attac.org/boutique

Die Privatisierungspolitik hält ihre Versprechen nicht - Attac analysiert die heutige Situation und zeigt Alternativen auf.

Besser, billiger, bürgernäher ?

Eine vorläufige Bilanz der Privatisierungspolitik lässt wenig Zweifel, dass kaum eines der damit verbundenen Versprechen eingehalten worden ist : Der Imperativ des Profits drängt dazu, die kaufkräftige Nachfrage gegenüber gesellschaftlichen Bedürfnissen und erkämpften Rechtsansprüchen zu privilegieren. Und zwar ohne dass die öffentlichen Dienstleistungen dabei »besser, billiger, bürgernäher« geworden wären, wie ein Schweizer Privatisierungs-Manifest in den 1990er-Jahren versprochen hatte. Vor dem Hintergrund der Anti-privatisierungskampagnen der letzten Jahre beschreiben die Autorinnen und Autoren von Attac Schweiz die Motive und Mechanismen der Privatisierungspolitik. Die Auswirkungen werden an den Beispielen von Post und Telekommunikation, Elektrizität, Wasser, Gesundheit, Bildung und Bahn konkret aufgezeigt. Sie analysieren die Ökonomisierung des Staates im internationalen Zusammenhang mit WTO, GATS und EU. Mit der Diskussion über Demokratisierung, gesellschaftliche Aneignung und Selbstverwaltung werden überdies Wege für radikale Alternativen zur Privatisierungspolitik aufgezeigt. Service public ist der zweite Band der neuen, kleinformatigen und preisgünstigen Sachbuchreihe »Attac-Texte« .

Zu bestellen bei schweiz@attac.org



« Les citoyen-ne-s uni-e-s sont les acteur-trice-s du changement »

L'Afrique est un « continent victime » clame un participant malien du forum social mondial de Bamako : faisant -souvent contre son gré- partie d'un système globalisé, elle doit encaisser tous les effets néfastes des règles inégales et déloyales de l'économie prônée par les pays riches sans pour autant pouvoir profiter de leurs investissements. Pourtant, cette même personne affirme aussi qu'il faut cesser de contenir l'Afrique dans un misérabilisme reposant sur la seule charité et l'aide humanitaire à très court terme, et qui se fonde sur l'incapacité et l'incompétence des individus à construire une « autre Afrique ».

Car sur le terrain, les choses changent ; les lutte sociales commencent à se structurer. Constatant l'apathie persistante et désespérante des gouvernements à faire le strict minimum essentiel à leur population, la société civile a décidé de prendre les choses en main . Un sentiment de responsabilité individuelle d'abord, puis une conscience citoyenne réveillée ont débouché sur une solide volonté de faire participer les mouvements sociaux de la base à la transformation des conditions de vie des individus. Reprenant la devise de la grande figure politique Sankara « mieux vaut faire un pas avec le peuple que cent pas sans le peuple », les groupes de résistance émergent, notamment sous l'impulsion des forums sociaux régionaux, continentaux et mondiaux : associations, communautés de quartiers, groupes de jeunes et de femmes poussent comme des champignons. Le Forum Social Africain, qui a lieu chaque année depuis l'an 2000, amplifie cette dynamique et consolide les liens entre les différents partenaires sociaux. D'autres

grandes conférences thématiques (sur le coton, le commerce face aux APE,...) et création de réseaux internationaux sur la démocratie ou la liberté de la presse attestent de cette ébullition sociale. Lors de cette édition 2006 du FSM au Mali, on sent une forte détermination des Africains (majoritairement Maliens) à participer activement aux débats, que ce soit à la table de conférence ou dans l'assistance. Les échanges sont riches. Mais sur les 20'000 inscrite-s -officiellement - au forum (dont assez peu d'Occidentaux), certain-e-s sont malheureusement dépassé-e-s par le contenu des ateliers : au forum des femmes, une dame m'explique que « la plupart d'entre elles ne savent même pas pourquoi elles sont là » : problème d'alphabétisation, prépondérance du français dans les conférences (alors que beaucoup de personnes, surtout des villages, ne parlent que le Bambara), nouvelles manière d'appréhender les difficultés de la vie et d'en saisir les causes ; plusieurs raisons expliquent cette malcompréhension. Beaucoup également sont venu-e-s par simple curiosité et se font aider par d'autres plus avisé-e-s.

Les mobilisations populaires ne sont pourtant pas un phénomène nouveau, surtout au Mali : tout comme au Nigeria, Sénégal ou en Zambie, des grèves ont déjà été organisées plusieurs fois depuis la moitié du siècle dernier pour lutter contre des licenciements massifs ou la soudaine hausse des prix dans certains secteurs. Depuis les années 80, l'entrée de plusieurs pays du continent dans une économie néolibérale (signifiant notamment la privatisation des services publics, eau et électricité) et les problèmes liés aux prestations désastreuses de la santé ont de même suscité des révoltes sociales en Afrique du sud, au Ghana et au Mali. Révoltes qui s'intensifient encore en 1990, période marquée par de nouveaux ajustements structurels dévastateurs.

de Bamako : quel impact sur la société malienne ?

Migrations, dettes, droits des femmes ont été au centre des débats cette année, tout comme la question capitale de la souveraineté alimentaire. Alors que de nouvelles grandes puissances comme l'Inde et le Brésil émergent sur la scène mondiale pour défendre des intérêts qui leur sont propres (basculant vers des politiques agricoles néolibérales) et plus très représentatifs des objectifs premiers du G20, le Mali fait figure de proue dans la lutte pour une agriculture se fondant sur le respect des spécificités locales et refusant l'imposition des monocultures expansives d'exportation, tout autant que les coûteux et dangereux OGM et pesticides. Le Mali ayant une économie à grande composante rurale (surtout des petites exploitations familiales), le but est avant tout de couvrir les besoins alimentaires de la famille plutôt que de tirer des bénéfices de la production. Les techniques de culture sont traditionnelles, peu modernes, mais adaptées à l'environnement. Cependant, les règles de la concurrence mondiale obligent l'agriculture viable et rentable des Maliens à chercher d'autres moyens pour être plus productifs, surtout les femmes qui font de la transformation de matière première. Dans le cadre des négociations internationales, le FMI et l'OMC mettent la pression pour que l'abondant coton du Mali ne soit pas transformé sur place, mais plutôt exporté directement, ce qui est souvent le triste sort des autres matières premières de l'Afrique de l'Ouest. Des prix justes respectant une concurrence loyale (donc une nécessaire révision des attributions de subventions à la production des pays « riches »), le respect de la biodiversité locale et une valorisation du savoir-faire agricole local ont ainsi été des thèmes récurrents dans les discussions.

Bien que la sauce semble prendre solidement entre l'Afrique et la démarche des forums sociaux, on



sent un besoin des revendications purement africaines de se démarquer. Les luttes altermondialistes d'outre-mer représentent une collaboration indispensable au niveau des échanges d'expériences, d'idées et de compétences. Les forums créent des énergies très positives et nécessaires pour renforcer les combats locaux et, hormis quelques cas isolés d'ONG, les menaces de récupération, subordination ou paternalisme par nos pays n'inquiètent pas beaucoup les associations locales qui font attention à garder leurs distances. Mais les Africains ont assez de se faire assister et ils savent quelles mesures sont bonnes à prendre pour leur avenir et plus particulièrement dans le domaine de l'agriculture. Amadou Diakité, responsable de l'association « Yeleen » pense que l'Afrique doit construire avec ses spécificités une politique agricole qui corresponde aux problèmes qui lui sont caractéristiques : la sauvegarde du « patrimoine génétique » malien ainsi que l'identité culturelle fondée sur l'économie rurale. « Le tout-marché ne nous convient pas », dit-il. « Il faut cesser de ne cultiver que pour le reste du monde et de devoir consommer les produits finis importés ! ». Cette souveraineté économique ne signifie cependant pas pour lui une fermeture économique aux échanges commerciaux avec

l'extérieur.

Par ailleurs, le Mali et certains pays voisins ne souhaitent pas à tout prix prendre la voie de l'industrialisation sans limite. La population a un savoir-faire extraordinaire (par exemple dans la fabrication de vêtements en coton) qu'il faudrait mieux exploiter. « Le Mali a besoin d'un peu d'industries, mais pas comme en Occident : des corporations, des coopératives, avec une priorité à de la main-d'œuvre humaine, et non pas à des machines », rétorque-t-il. Certes, augmenter quelque peu leurs capacités techniques de production ne serait pas une mauvaise chose selon Amadou : disposer par exemple d'une charrue ou d'outils supplémentaires, et quelques fois d'un tracteur pour certaines grandes exploitations, pourraient aider les paysans qui ne s'en sortent pas. Mais pas d'agrobusiness ni d'OGM, synonymes pour eux/elles d'appauvrissement.

L'effervescence des mouvements sociaux constatée sur place est surprenante. Elle contrecarre l'approche généralement très défaitiste et tristement superficielle des médias ayant rapporté l'événement. Mais il faut concéder que les barrières auxquelles ils se heurtent sont nombreuses : fragmentation entre tradition et

modernité (par exemple, considérer la pratique de l'excision sous un angle de coutume religieuse ou du point de vue des droits humains), manque cruel de moyens financiers, développement « assisté » impliquant souvent des conséquences fâcheuses (impossibilité d'autonomie pour les projets, ajustements structurels, conception nordiste du développement imposé et ne tenant pas compte des spécificités locales, contraction de dettes auprès de bailleurs de fonds qui ruinent les créanciers,...), clientélisme et corruption de l'Etat, récupération politique, etc.

Les grands défis ? Que la démocratie politique (souvent de surface) devienne une démocratie citoyenne ; que l'Afrique puisse décider des conditions de son « développement » futur. Cela doit-il passer par la souveraineté, l'intégration au commerce mondial ou un fin mélange des deux ? L'enjeu prioritaire est sans doute la manière dont le Mali pourra soutenir la jeunesse, forces de changements pour l'avenir : leur offrir une éducation adéquate, de quoi se soigner, de quoi travailler.

Gaëtan Morel, de retour de Bamako



Double référendum contre la loi sur l'asile et la loi sur les étranger-ère-s

La récolte de signature pour contrer les politiques racistes de notre gouvernement est en mauvaise posture. D'après les derniers chiffres, seul 18'000 signatures ont été récoltées contre la loi sur l'asile et 10'000 contre la loi sur les étranger-ère-s.

Attac suisse ainsi qu'un grand nombre de sections soutiennent ces deux référendums. Il faut absolument continuer nos efforts si nous voulons voir ces objets passer la rampe. Le délai légal est fin mars. La seule solution est donc d'intensifier nos récoltes de signatures. Les feuilles référendaires à télécharger, à imprimer et à faire signer avant de les renvoyer au comité référendaire se trouvent sur notre site internet :

<http://www.suisse.attac.org/Soutien-aux-referendums-contre-la>

Je souhaite devenir membre d'attac!

- Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
- Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: _____

Adresse: _____

E-mail: _____

Lieu, date, signature

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève

>>> Appel de l'assemblée

Assemblée des mouvements sociaux qui s'est tenue au Théâtre Teresa Carreño pendant le Forum social mondial, polycentrique, à Caracas, dans la matinée du 29 janvier 2006.

Ces dernières années, les luttes populaires contre le néolibéralisme et l'impérialisme dans les Amériques et dans d'autres parties du monde ont engendré une crise de légitimité du système néolibéral et de ses institutions - crise dont les expressions les plus récentes sont la défaite de la ZLEA [Zone de libre échange des Amériques, ALCA en espagnol] à Mar del Plata et celle du Traité pour une Constitution européenne en France et en Hollande. Nous vivons une période où les gouvernements des Etats-Unis, d'Europe et de leurs alliés n'hésitent pas à recourir à l'intervention militaire pour contrôler et spolier les richesses de la planète, faire avorter les processus de libération et nier la souveraineté des peuples à être maîtres de leur propre destin, avec parfois la connivence des élites locales. Au cours de cette période, nous avons assisté en Amérique latine à une explosion de mobilisations contre le libre échange, les processus de privatisation et la militarisation, des mobilisations pour défendre les ressources naturelles et la souveraineté alimentaire. Ces mobilisations, dans certains pays, se sont traduites par l'avènement au gouvernement d'alternatives politiques nées des luttes populaires. L'exemple le plus récent de ce processus est la victoire d'Evo Morales en Bolivie, qui trouve son origine dans la lutte contre la privatisation de l'eau et les luttes paysannes, indigènes, ouvrières et populaires qui se sont développées dans ce pays depuis l'année 2000. C'est pourquoi, face à l'annonce de transnationales comme REPSOL menaçant de retirer les investissements prévus afin de conditionner la politique du nouveau gouvernement, en particulier concernant la récupération des ressources naturelles, cette

Assemblée lance un appel aux syndicats de travailleur-euse-s de ces entreprises et aux mouvements sociaux des pays où elles se trouvent pour empêcher de mener plus avant ce chantage, et exercer une veille permanente sur ces entreprises afin de garantir la souveraineté du peuple et du gouvernement boliviens, son droit de décider librement des options politiques. Face à l'accession au gouvernement d'alternatives politiques liées à des processus de luttes populaires, nous, mouvements sociaux, devons maintenir notre autonomie politique et programmatique, impulser la mobilisation sociale pour avancer dans la réalisation de nos objectifs, et faire pression pour contrer toute adaptation de ces gouvernements au modèle néolibéral. Enfin, nous, mouvements sociaux réunis durant le Forum social de Caracas, nous impulserons quatre campagnes centrales tout au long de 2006 dans le but de faire face au modèle néolibéral, l'impérialisme et la guerre :

1. Journée de mobilisation internationale contre l'occupation de l'Irak, le 18 mars 2006.

Nous ne voulons plus de guerres ni d'occupations, la paix est la seule solution ! Nous demandons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères d'Irak et la fin de la privatisation de ses ressources énergétiques. Nous refusons d'accepter l'occupation de territoires par des troupes étrangères et, en conséquence, nous exigeons la fin de l'occupation israélienne en Palestine et la création d'un Etat palestinien indépendant. Nous nous opposons aux menaces d'occupation de la Syrie, de l'Iran et de pays d'Amérique latine par le biais du Plan Colombie, de bases militaires ou d'autres moyens, et à l'utilisation du blocus économique comme arme de guerre, comme celui exercé par les Etats-Unis contre Cuba. Nous exigeons le désarmement et l'élimination des armes nucléaires et des armes de destruction mas-

des Mouvements sociaux à Caracas

sive. Nous demandons le respect des droits humains, des libertés civiles et la fin de la torture, des enlèvements, des détentions illégales, ainsi que la fin des prisons secrètes. Nous lançons un appel général à une mobilisation le 18 mars 2006 pour une journée de protestation contre l'occupation de l'Irak, comme volet de la campagne globale qui sera maintenue tant que les troupes étrangères ne se retireront pas d'Irak. Nous vous appelons également à participer à la conférence qui se tiendra au Caire (Egypte) du 24 au 27 mars 2006, contre l'hégémonie des Etats-Unis et contre l'occupation de l'Irak.

2. Actions contre la conclusion du round de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en mai 2006.

Suite à la réunion ministérielle de l'OMC à Hong-Kong, où les mouvements populaires, malgré un grand effort, ne sont pas parvenus à la mettre en échec, la déclaration ministérielle de l'OMC ouvre la voie à la conclusion des négociations de libéralisation du commerce du round de Doha. L'accord pour la déclaration a été le résultat tant des tactiques intimidatrices de l'Union européenne et des Etats-Unis que du rôle décisif joué par les gouvernements du Brésil et de l'Inde dans leur choix d'obtenir un poste dans la structure de pouvoir de l'OMC. Malgré cela, tout n'est pas perdu : dans les trois prochains mois, l'OMC doit développer des négociations complexes, et les mouvements sociaux doivent mener des campagnes et des actions communes pour faire pression sur les gouvernements afin de renverser les

résultats de Hong-Kong, et faire dérailler l'OMC lors de la prochaine réunion de son Conseil général en mai 2006.

3. Actions contre le sommet du G8 à Saint-Pétersbourg (Russie), en juillet 2006.

Relayant l'appel des mouvements sociaux et organisations de Russie, nous appelons le peuple de ce pays et tous les mouvements sociaux et organisations qui partagent les principes de paix, démocratie et justice sociale à résister et à appuyer nos initiatives, en participant au contre-sommet des peuples, en opposition au sommet du G8 à Saint-Pétersbourg au mois de juillet. Contact : alternativy@tochka.ru

4. Actions contre le sommet de la Banque mondiale et du Fond

monétaire international (FMI) en septembre 2006.

L'assemblée des mouvements sociaux fait sien l'appel de l'Assemblée des Peuples du Sud à sa journée internationale d'action directe face aux sièges du FMI et de la Banque mondiale dans les différents pays, en même temps que la réunion annuelle de ces institutions en septembre 2006. Il s'agira d'une journée de mobilisation pour dénoncer l'illégitimité de la dette financière réclamée aux pays du Sud et pour en défendre le rejet et le non-paiement, en même temps que la reconnaissance des peuples du Sud comme créanciers de l'immense dette historique, sociale et écologique, dont nous exigeons la restitution et la réparation.

>>> Appel de Bamako

L'expérience de plus de 5 années de convergences mondiales des résistances au néolibéralisme a permis de créer une nouvelle conscience collective. Les Forums sociaux mondiaux, thématiques, continentaux et nationaux et l'Assemblée des mouvements sociaux en furent les principaux artisans. Réunis à Bamako le 18 janvier 2006, veille de l'ouverture du Forum social mondial polycentrique, les participants à cette Journée consacrée au 50e anniversaire de Bandung ont exprimé leur préoccupation de définir d'autres objectifs du développement, de créer un équilibre des sociétés abolissant l'exploitation de classe, de genre, de race et de caste et de tracer la voie d'un nouveau rapport de forces entre le Sud et le Nord.

L'appel de Bamako se veut une contribution à l'émergence d'un

nouveau sujet populaire historique et à consolidation des acquis de ces rencontres : le principe du droit à la vie pour tous ; les grandes orientations d'un vivre ensemble dans la paix, la justice et la diversité ; les manières de réaliser ces objectifs au plan local et à l'échelle de l'humanité.

Pour qu'un sujet historique naisse - populaire, pluriel et multipolaire - il faut définir et promouvoir des alternatives capables de mobiliser des forces sociales et politiques. La transformation radicale du système capitaliste en est l'objectif. Sa destruction de la planète et de millions d'êtres humains, la culture individualiste de consommation qui l'accompagne et le nourrit et son imposition par des forces impérialistes, ne sont plus acceptables, car il y va de la vie même de l'humanité. De telles alternatives doivent s'app-

uyer sur la longue tradition des résistances populaires et prendre aussi en compte les petits pas indispensables à la vie quotidienne des victimes.

L'Appel de Bamako, construit autour de grands thèmes discutés en commissions, affirme la volonté de :

1. construire l'internationalisme des peuples du Sud et du Nord face aux ravages engendrés par la dictature des marchés financiers et par le déploiement mondialisé incontrôlé des transnationales ;

2. construire la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques face aux défis du développement au XXIe siècle ;

3. construire un consensus politique, économique et culturel

alternatif à la mondialisation néo-libérale et militarisée et à l'hégémonisme des Etats-Unis et de leurs alliés.

Les principes de base

1.- Construire un monde fondé sur la solidarité des êtres humains et des peuples

Notre époque est dominée par l'imposition de la concurrence entre les travailleurs, les nations et les peuples. Pourtant le principe de la solidarité a rempli dans l'histoire des fonctions autrement plus constructives pour l'organisation efficace des productions matérielles et intellectuelles. Nous voulons donner à ce principe la place qui lui revient et relativiser celle de la concurrence.

2.- Construire un monde fondé sur l'affirmation pleine et entière

des citoyens et l'égalité des sexes

Le citoyen doit devenir le responsable en dernier ressort de la gestion de tous les aspects de la vie sociale, politique, économique, culturelle. C'est la condition d'une démocratisation authentique. A défaut, l'être humain est réduit aux statuts juxtaposés de porteur d'une force de travail, de spectateur impuissant face aux décisions des pouvoirs, de consommateur encouragé aux pires gaspillages. L'affirmation, en droit et en fait, de l'égalité absolue des sexes est une part intégrante de la démocratie authentique. L'une des conditions de cette dernière est l'éradication de toutes les formes avouées ou sournoises du patriarcat.

3.- Construire une civilisation universelle offrant à la diversité dans tous les domaines son plein potentiel de déploiement créateur

Pour le néo-libéralisme, l'affirmation de l'individu - non pas du citoyen - permettrait l'épanouissement des meilleures qualités humaines. L'isolement insupportable que la compétence impose à cet individu dans le système capitaliste produit son antidote illusoire : l'enfermement dans les ghettos de prétendues identités communautaires, le plus souvent de type para-ethnique et/ou para-religieux. Nous voulons construire une civilisation universelle qui regarde l'avenir sans nostalgie passéiste. Dans cette construction, la diversité politique citoyenne, et celle des différences culturelles et politiques des nations et des peuples, devient le moyen de donner aux individus des capacités renforcées de déploiement créateur.

4.- Construire la socialisation par la démocratie

Les politiques néolibérales veulent imposer un seul mode de socialisation par le marché, dont pourtant les effets destructeurs pour la majorité des êtres hu-

ains n'ont plus à être démontrés. Le monde que nous voulons conçoit la socialisation comme le produit principal d'une démocratisation sans rivages. Dans ce cadre, où le marché a sa place, mais pas toute la place, l'économie et la finance doivent être mises au service d'un projet de société et non pas être soumis unilatéralement aux exigences d'un déploiement incontrôlé des initiatives du capital dominant qui favorise les intérêts particuliers d'une infime minorité. La démocratie radicale que nous voulons promouvoir restitue tous ses droits à l'imaginaire inventif de l'innovation politique. Elle fonde la vie sociale sur la diversité inlassablement produite et reproduite, et non sur le consensus manipulé qui efface les débats de fond et enferme les dissidents dans des ghettos.

5.- Construire un monde fondé sur la reconnaissance du statut non marchand de la nature et des ressources de la Planète, des terres agricoles

Le modèle capitaliste néo-libéral assigne l'objectif de soumettre tous les aspects de la vie sociale, presque sans exception, au statut de marchandise. La privatisation et la marchandisation à outrance entraînent des effets dévastateurs sans précédents : la destruction de la biodiversité, la menace écologique, le gaspillage des ressources renouvelables ou non (pétrole et eau en particulier), l'anéantissement des sociétés paysannes menacées d'expulsions massives de leurs terres. Tous ces domaines doivent être gérés comme autant de biens communs de l'humanité. Dans ces domaines, la décision ne relève pas du marché pour l'essentiel, mais des pouvoirs politiques des nations et des peuples.

6.- Construire un monde fondé sur la reconnaissance du statut non marchand des produits culturels et des connaissances scientifiques, de l'éducation et de la santé

Les politiques néolibérales conduisent à la marchandisation des produits culturels et à la privatisation des grands services sociaux, notamment de l'éducation et de la santé. Cette option entraîne la production en masse de produits para-culturels de basse qualité, la soumission de la recherche aux priorités exclusives de la rentabilité à court terme, la dégradation - voire l'exclusion - de l'éducation et de la santé pour les classes populaires. Le renouvellement et l'élargissement des services publics doivent être guidés par l'objectif de renforcer la satisfaction des besoins et les droits essentiels à l'éducation, la santé et l'alimentation.

7.- Promouvoir des politiques qui associent étroitement la démocratisation sans limite définie à l'avance, le progrès social et l'affirmation de l'autonomie des nations et des peuples

Les politiques néo-libérales nient les exigences spécifiques du progrès social - qu'on prétend produit spontanément par l'expansion des marchés - comme de l'autonomie des nations et des peuples, nécessaire à la correction des inégalités. Dans ces conditions, la démocratie est vidée de tout contenu effectif, vulnérabilisée et fragilisée à l'extrême. Affirmer l'objectif d'une démocratie authentique exige de donner au progrès social sa place déterminante dans la gestion de tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle. La diversité des nations et des peuples, produite par l'histoire, dans ses aspects positifs comme dans les inégalités qui l'accompagnent, exige l'affirmation de leur autonomie. Il n'existe pas de recette unique dans les domaines politique ou économique qui permettrait de faire l'impasse sur cette autonomie. L'objectif de l'égalité à construire passe par la diversité des moyens à mettre en oeuvre.

8.- Affirmer la solidarité des peuples du Nord et du Sud dans la

construction d'un internationalisme sur une base anti-impérialiste

La solidarité de tous les peuples - du Nord et du Sud - dans la construction de la civilisation universelle ne peut être fondée ni sur l'assistance ni sur l'affirmation qu'étant tous embarqués sur la planète, il serait possible de négliger les conflits d'intérêts opposant les différentes classes et nations constituant le monde réel. Cette solidarité passe par le dépassement des lois et valeurs du capitalisme et de l'impérialisme qui lui est inhérent. Les organisations régionales de la mondialisation alternative doivent s'inscrire dans la perspective du renforcement de l'autonomie et de la solidarité des nations et des peuples sur les cinq continents. Cette perspective contraste avec celle des modèles dominants actuels de régionalisation, conçus comme autant de blocs constitutifs de la mondialisation néo-libérale. Cinquante ans après Bandung, l'Appel de Bamako exprime aussi l'exigence d'un Bandung des peuples du Sud, victimes du déploiement de la mondialisation capitaliste réellement existante, de la reconstruction d'un front du Sud capable de mettre en échec l'impérialisme des puissances économiques dominantes et l'hégémonie militaire des Etats-Unis. Ce front anti-impérialiste n'oppose pas les peuples du Sud à ceux du Nord. Au contraire, il constitue le socle de la construction d'un internationalisme global les associant tous dans la construction d'une civilisation commune dans sa diversité.

P.S Cet appel est à lire en entier en ligne sur www.suisse.attac.org